

## VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **04 avril à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1<sup>er</sup> de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 29 mars 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

**Etaient présents** : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN (à partir de 18h20), M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, Mme CHEMINI, MM. MAUPOIX (à partir de 18h50), TRIOLET (à partir de 18h15), Mme MUNSTER (jusqu'à 20h25), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN (jusqu'à 20h25).

**Absents excusés** : M. TESTA, Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h05) ;
- ✓ M. TESTA donne pouvoir à M. MOUTON
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. GONTHIER (jusqu'à 18h50) ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. DUCHÊNE (à partir de 20h25) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h15) ;
- ✓ M. MIRGODIN donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 20h25).

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard TINDILLIÈRE.

- N°32 -

### MARCHÉS PUBLICS

#### CRÉATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE RENOUVELLEMENT DU PARC INFORMATIQUE

#### AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Rapporteur : Monsieur Valentin MAUPOIX

La Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS et la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER présentent des besoins similaires en matière de matériels informatiques. Le parc informatique à renouveler pour ces deux entités porte sur des ordinateurs de bureaux, des écrans, des stations de travail, des PC portables et des serveurs.

Dans une optique d'économies d'échelle et de mutualisation des besoins, il est proposé de constituer un groupement de commandes entre ces deux entités pour la conclusion des marchés en réponse aux besoins communs identifiés.

Pour ce faire, il est nécessaire de conclure une convention constitutive de groupement de commandes désignant le coordonnateur et régissant les rôles, missions et obligations de chaque membre du groupement ainsi que les modalités financières, d'adhésion et de retrait du groupement. Le projet de convention constitutive est annexé à la présente délibération.

Le coordonnateur proposé pour ce groupement de commandes est la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, dont les missions consistent en l'élaboration des pièces de la consultation, la mise en œuvre de la procédure de passation correspondante et la signature du contrat, chaque membre étant chargé de son exécution à hauteur de ses besoins propres (émission de bons de commande, paiement des factures).

Pour répondre aux besoins des membres du groupement considéré, il est proposé de conclure un accord-cadre mono-attributaire de trois ans fermes fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes.

En termes de mise en œuvre de la procédure de passation afférente, il est proposé que l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats soit le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement en cas de procédure adaptée pour des besoins dont la valeur estimée est inférieure aux seuils européens.

Le groupement de commandes prendra fin à l'expiration du marché qui sera conclu dans le cadre de la consultation lancée pour les fournitures informatiques ainsi que pour toutes les relances éventuelles.

Considérant la valeur estimée des besoins des deux entités sur la durée totale d'exécution de l'accord-cadre inférieur au seuil communautaire, la consultation sera lancée selon la procédure adaptée.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8, L. 2123-1, L.2125-1 1°, R.2121-8, R.2123-1,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-1 et L.2122-22 4,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission des finances,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le projet de mise en concurrence pour l'acquisition de matériel informatique ;

2° adhérer au groupement de commandes constitué pour sa mise en œuvre et accepter la désignation de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS en tant que coordonnateur du groupement ;

3° autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement annexée à la présente délibération ;

4° charger le coordonnateur de procéder à la préparation et la mise en œuvre de la procédure de passation de la consultation ;

5° charger le représentant du coordonnateur à signer le(s) accord(s)-cadre(s) correspondant(s) avec la(les) société(s) retenue(s) ainsi que toutes pièces relatives à cette affaire et, le cas échéant, à ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour la procédure dont il a la charge ainsi que de conclure les modifications de contrats en cours de marché ;

6° autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à exécuter l'accord-cadre à hauteur des besoins propres de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS ;

7° dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets primitifs 2024 et suivants.

La délibération est adoptée  
par : **27 avis favorables,**

**4 abstentions :** Mme MUNSTER (pouvoir), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI,  
MIRGODIN (pouvoir).

**POUR EXTRAIT CONFORME,**

**Le secrétaire de séance**  
**Gérard TINDILLIÈRE**



**Le Maire,**  
**Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le **16 AVR. 2024**  
et de la publication le **16 AVR. 2024**  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.





## CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

### A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

La présente convention concerne la constitution d'un groupement de commandes portant sur l'acquisition de matériel informatique.

Elle a pour objet de permettre la passation d'une consultation relative à la conclusion d'un accord cadre mono attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles et exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes répondant aux besoins de ses membres.

Le groupement a pour objectif de couvrir un besoin précis, donc de lancer une seule consultation (incluant toutes ses procédures de relance éventuelles).

### B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes.

Elle est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le groupement de commandes, objet de la présente convention, est constitué jusqu'au terme du marché qui sera conclu dans le cadre de la consultation lancée (comprenant les éventuelles relances).

### C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Mairie de Vitry-le-François . Cette dernière sera représentée, en qualité de coordonnateur, par son représentant du pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé :  
Place de l'Hôtel de Ville  
BP 50420  
51308 Vitry-le-François CEDEX 08

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

## D - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la commande publique. Cela aboutit au choix de prestataires communs à l'ensemble des membres du groupement. Le coordonnateur signe et notifie le contrat.

Pour ce qui le concerne, chaque membre suit l'exécution du contrat à hauteur de ses besoins.

Le coordonnateur est également responsable des autres missions suivantes :

Ordre	Désignation détaillée
1	Organiser le calendrier prévisionnel de la consultation
2	Recueillir les besoins des membres
3	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
4	Elaborer le dossier de consultation des entreprises
5	Rédiger et assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence
6	Mettre en ligne le dossier de consultation des entreprises sur son profil acheteur et répondre aux éventuelles questions/réponses des candidats via ce même support
7	Recevoir et analyser les candidatures et les offres et assurer les demandes utiles auprès des soumissionnaires pour assurer la complétude et la conformité du contenu de leurs plis
8	Etablir les procès-verbaux liés à la procédure de passation
9	Informers les candidats retenus et non retenus du résultat de la consultation
10	Mettre en forme les marchés après attribution
11	Informers les membres du groupement des candidats retenus
12	Signer les marchés avec les candidats retenus
13	Rédiger le rapport de présentation
14	Notifier les marchés aux attributaires et en transmettre une copie aux membres du groupement concernés
15	Procéder à la publication de l'avis d'attribution et des données essentielles
16	Transmettre les demandes de production des attestations à produire tous les 6 mois par l'attributaire
17	Conclure les éventuelles modifications après accord ou sur demande des membres du groupement impactés par les modifications
18	Procéder à la clôture administrative des contrats à partir des déclarations et documents transmis par les membres (procès-verbal de réception de l'accord-cadre, décompte général définitif)

Le coordonnateur est également chargé , le cas échéant, d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour la procédure dont il a la charge, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

## E - Membres du groupement

Le groupement de commande est composé de la Ville de Vitry-le-François (coordonnateur) et de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der.



## F - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

Ordre	Désignation détaillée
1	Prendre toute délibération et décision nécessaire à la création du groupement de commandes ainsi qu'à la passation et la conclusion des contrats
2	Transmettre au coordonnateur un exemplaire de la délibération autorisant le représentant du membre à signer la convention
3	Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur
4	Exécuter son marché à hauteur de ses besoins propres : émission des bons de commande, ordres de service, commandes, vérifications et réception des prestations ainsi que le paiement conformément aux dispositions prévues au cahier des clauses administratives et particulières du marché.
5	Informar le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation de ses marchés
6	Mettre en œuvre d'éventuelles mesures coercitives envers le prestataire (mise en demeure, pénalités)
7	Se prononcer sur les projets de modifications de contrats qui lui sont soumis dans les délais fixés par le coordonnateur
8	Transmettre les données d'exécution administrative et financière nécessaires à la clôture du contrat par le coordonnateur

La signature de la présente convention porte autorisation donnée au représentant du coordonnateur aux fins de signer le(s) contrat(s) issu(s) de la consultation avec la (les) société(s) retenue(s).

## G - Organe de décision

Les contrats conclus par le présent groupement ne nécessiteront pas l'intervention d'une commission d'appel d'offres, l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats est le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement est compétent pour les décisions relatives à :

- l'admission des candidatures ;
- l'élimination des candidatures des entreprises qui ne sont pas recevables ;
- l'élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables ;
- l'examen et le classement des offres ainsi que le choix des offres retenues ;
- la déclaration d'une procédure infructueuse ou sans suite.

Dans le cas de la relance de la consultation selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, l'organe de décision devant intervenir dans le choix des titulaires des contrats est le représentant du pouvoir adjudicateur du coordonnateur du groupement.

## H - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de chaque consultation.

## I - Modalités financières

Chaque membre du groupement émettra les commandes et procédera aux paiements des prestations le concernant. Les paiements seront assurés à partir de factures séparées établies par les prestataires.

Chaque membre est seul responsable financièrement auprès du titulaire des commandes qu'il a émises auprès de lui. Les membres du groupement ne peuvent être tenus de payer solidairement les engagements financiers contractés et non honorés par l'un des membres.

A l'issue du contrat, les membres feront parvenir au coordonnateur un état des paiements effectués (date - numéro de mandat - montant HT - montant TTC) afin de permettre l'édition du décompte général définitif par le coordonnateur nécessaire à la clôture financière du contrat.

## J - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par décision de l'instance autorisée. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

## K - Modalités de retrait du groupement

Le retrait d'un membre du groupement est constaté par un acte pris dans les mêmes formes que celui nécessaire à l'adhésion au groupement (délibération de l'assemblée délibérante), notifié au coordonnateur au plus tard 15 jours avant la date prévisionnelle de lancement de la consultation communiquée par le coordonnateur.

Dès lors qu'une consultation a été engagée et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes.

## L - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX (Tél : 03 26 66 86 87 - Télécopie : 03 26 21 01 87 - Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr - Adresse internet(U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>).

## M - Clauses complémentaires

### • Modification de la convention constitutive =

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes prises en ce sens par chacun des membres sont notifiées aux autres membres. La modification ne prend effet que lorsque tous les membres ont approuvé les modifications. L'avenant est signé par les représentants de chaque membre du groupement.

### • Résiliation de la convention constitutive =

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, après mise en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet après un délai de 15 jours.

Fait à Vitry-le-François,

Le .....



Membre	Représentant	Fonction	Signature
Mairie de Vitry-le-François			
Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der			